

Voilà, monsieur le président, la vision claire et nette de la situation économique du Canada, dans son ensemble, en 1973, dans ses rapports avec les Canadiens. Sur 114 milliards de dollars de production nationale, seulement 66 milliards servent à la consommation des biens et des services, pour 1973, afin que nous puissions capitaliser 48 milliards de dollars pour les besoins des prochaines années. Alors, il s'agit de voir s'il n'existe pas des excès de capitalisation. A mon avis, il existe de grands excès de capitalisation. Nous capitalisons beaucoup trop, monsieur le président, parce que le peuple a des besoins; nous privons le peuple pour capitaliser, alors que cette capitalisation, dans plusieurs cas, n'est que fictive. Une partie de cette capitalisation, soit 8 milliards, faite au profit des citoyens les plus prospères, et les autres 40 milliards sont capitalisés en faveur des corporations privées et publiques, millionnaires ou milliardaires.

● (1610)

C'est en considérant les chiffres relatifs à notre économie de 1973 que nous devons nous arrêter, que nous devons réfléchir longuement, avant de poser un geste de plus en vue de modifier nos lois concernant la répartition des revenus des impôts entre les particuliers et les corporations.

L'honorable ministre des Finances (M. Turner) est, parmi tous les députés des différents partis politiques, celui qui est le mieux renseigné sur tous les mécanismes monétaires, économiques et politiques, concernant la monnaie et la répartition des revenus et des impôts entre les particuliers et les corporations.

Monsieur le président, en voyant clair, en regardant la situation telle qu'elle est, nous constatons que le crédit doit être émis libre de toute dette pour le financement de la chose publique, ce qui allégerait le fardeau des taxes et des impôts pour les contribuables et leur laisserait plus de pouvoir d'achat afin de satisfaire à leurs besoins, sans compter uniquement sur l'État et sur les allocations de bien-être social.

Voilà précisément où réside la cause de l'inflation, du chômage et de la pauvreté. Accordons un peu plus à certains citoyens à trop faible revenu, en prenant les montants dans les réserves excessives des grandes compagnies, sans toucher pour autant les revenus des autres citoyens qui participent à la production par leur travail ou leur capital. Tout est là. Nous cernons ici la cause de tous nos maux économiques. Tout est là, et nous sommes ici pour aider les démunis. Nous sommes tous responsables des décisions que nous allons prendre à ce sujet, mais c'est le ministre des Finances qui doit connaître toutes les facettes de la situation. Tous les députés ont le désir de l'aider à réorganiser la répartition de notre magnifique production dans l'intérêt de tous les citoyens, selon leurs besoins essentiels, pour leur plein épanouissement; il s'agit d'une production nationale dont nous ne consommons que pour 66 milliards de dollars, pour en réserver 48 milliards pour les années futures, c'est-à-dire 8 milliards entre les mains des citoyens prospères et les mieux rémunérés, et 40 milliards entre les profits, réserves ou dépréciation excessives des grandes compagnies privées et publiques.

Voilà où il faut corriger le déséquilibre économique qui entraîne l'inflation, le chômage et la pauvreté, afin de rétablir ensuite l'équilibre national entre les personnes, les familles et les compagnies, pour le plus grand bien personnel et familial de tous les citoyens du Canada, tout en réservant aux grandes, moyennes ou petites compagnies les plus satisfaisantes proportions de profits, de réserves

Pensions

et de dépréciation, pour assurer leur sécurité, leur développement, tant pour le présent que pour l'avenir, tout en corrigeant l'inflation, le chômage et la pauvreté de notre environnement national, aux yeux de toute l'humanité.

Monsieur le président, je n'invente rien, car nous connaissons tous le volume de notre production nationale. Nous savons tous que nous ne consommons que pour 66 milliards de dollars, que la production est abondante, et aussi que 10 p. 100 des Canadiens ne produisent pas parce qu'ils chôment. Si nous mettions ces citoyens au travail, par des moyens financiers réalistes, nous pourrions produire davantage et nous pourrions distribuer davantage par le biais des escomptes compensés, afin de faire baisser les prix. Présentement, les prix montent, et quand ils montent, cela augmente le coût de la vie, et quand le coût de la vie augmente, cela augmente les taxes et les impôts.

L'équilibre économique n'existe plus, et c'est pour cette raison que je dis que la société et notre économie sont boiteuses. Il faut absolument rétablir l'équilibre. Il ne peut être rétabli que si nous nous plaçons devant les faits et les réalités.

Or, les faits et les réalités sont que nous produisons automatiquement, et que nous distribuons au compte-gouttes. Alors, si nous pouvons produire automatiquement grâce à l'automatisation, il nous faut trouver des moyens de distribuer notre production automatiquement. Alors, si c'est automatique, il faut aussi que ce soit automatique en ce qui a trait à la consommation. Sinon, nous connaissons ce que nous connaissons présentement, c'est-à-dire le déséquilibre complet et l'endettement de l'État.

Nous accuserons, monsieur le président, à la fin de l'année, selon les mémoires que j'ai lus, un déficit d'environ 3 milliards de dollars, et celui de la province de Québec sera de deux milliards environ. C'est ainsi dans toutes les grandes municipalités, de même que dans plusieurs petites municipalités.

Monsieur le président, où allons-nous? Tous les citoyens convergent vers l'État pour demander le droit de vivre. On demande à l'État, et l'État est surchargé, surendetté; il ne peut plus distribuer la production. Nous allons certainement flancher et nous connaissons des dépréciations du dollar comme on en connaît aux États-Unis et partout. Ceci, monsieur le président, n'est pas à l'honneur des nations. Nous sommes obligés d'intervenir, nous, un petit pays comme le Canada, qui avons toute la misère au monde à nous soutenir, et nous sommes obligés d'aider les grandes nations, parce qu'elles déprécient leur monnaie. Elles réduisent ainsi davantage le prix de leurs produits et nous font concurrence.

Monsieur le président, ceci ne constitue pas un moyen de régler le problème. C'est une espèce de faillite que font les gouvernements quand ils déprécient leur monnaie. Alors, cela ne constitue pas un moyen de régler le problème. Nous sommes capables de faire honneur à notre économie, à notre société, en nous fondant, encore une fois, sur les vraies réalités, en adoptant des modalités communes et réelles pour équilibrer cette société, de façon à donner à ceux qui ont besoin, à distribuer nos produits, nos surplus de produits.

Il existe des surplus de production alors que la main-d'œuvre est de moins en moins nombreuse. Nous pouvons accroître la main-d'œuvre, augmenter la production et distribuer plus de production. Si cela ne fait pas notre affaire, monsieur le président, de rester dans la communauté internationale en ce qui a trait au système monétaire, eh bien, nous ferons comme d'autres pays, nous pourrions nous séparer; nous n'avons pas besoin des autres